Algérie : les leçons du Mozambique

Le Mozambique, pays d'Afrique australe d'ancienne colonisation portugaise, a connu, de 1977 à 1992, une terrible guerre civile. Elle s'est achevée le 4 octobre 1992 par la signature d'un accord général de paix entre le gouvernement du FRELIMO (Front de libération du Mozambique, nationaliste et anciennement marxiste) et la guérilla de la RENAMO (Résistance nationale du Mozambique, anticommuniste et longtemps soutenue par l'Afrique du Sud raciste), célébrée le 4 octobre 1992, à Rome, sous l'égide de la communauté religieuse de Santo Egidio. On ne s'étonne donc pas de retrouver cette même congrégation dans les efforts déployés pour sortir de la dynamique militaire délétère et rouvrir le champ du politique dans la question algérienne.

Entre les guerres civiles algérienne et mozambicaine, les différences sont certaines. Mais au fur et à mesure que les nouvelles nous parviennent, on ne peut qu'être frappé par certaines similitudes troublantes dans l'affrontement des deux mondes hostiles, celui de l'État moderne postcolonial et celui des marges sociales venues de la période coloniale et de l'échec des partis uniques laïcs dits progressistes.

Du « banditisme armé »...

La guerre civile au Mozambique a sans doute fait plus d'un million de morts (sur environ quinze millions d'habitants), en conséquence directe des massacres et affrontements ou, le plus souvent, de la désorganisation complète de la société paysanne. Le Mozambique, indépendant en 1975, était alors frontalier de la Rhodésie (le Zimbabwe ne sera indépendant qu'en 1980) et de l'Afrique du Sud en plein apartheid. Aussi les services secrets de ces pays soutinrent-ils, face au parti « marxiste-léniniste » mozambicain, un petit groupe militaire, qui commença ses exactions dans le centre du pays à la fin 1976, en élargissant peu à peu les zones d'incidence.

Le gouvernement « communiste », soutenu non seulement par les pays de l'Est mais pratiquement par toute la communauté internationale – en particulier le gouvernement de Margaret Thatcher – chercha non seulement à riposter militairement et socialement (regroupant autoritairement les paysans dans des « villages communaux ») mais aussi à délégitimer complètement la guérilla. Les rebelles furent systématiquement dénommés « bandits armés » et une prose macabre se développa afin de décrire par le menu, semaine après semaine, leurs massacres « apolitiques », leurs destructions d'écoles, d'infirmeries, leurs assassinats de femmes et d'enfants, ces pères obligés de réduire en bouillie le crâne de leurs bébés au pilon à farine, de ces enfants obligés de tuer, devant la communauté villageoise assemblée, leurs parents et ainsi, ne pouvant plus jamais revenir chez eux, recrutés en toute sécurité. Cette prose se développa d'autant mieux que, non seulement les victimes étaient bien réelles et les atrocités parfois exactes, mais que la RENAMO était soutenue par les courants politiques les plus réactionnaires et antidémocratiques (Rhodésie, Afrique du Sud, courants chrétiens d'extrême-droite) ainsi que par la CSU bavaroise. Enfin, les correspondants de la presse internationale, supposés produire des analyses indépendantes, étaient en fait tous des sympathisants actifs du FRELIMO – en particulier celui, communiste britannique, de l'AFP.

Mais le plus important était surtout que, face à une RENAMO où un titulaire du CM2 était un cadre supérieur, tous ces gens – nationaux ou étrangers – producteurs de l'écrit relevaient de la sphère de l'État moderne : sympathisants du FRELIMO ou vivant tout simplement dans son monde, ils ignoraient, parfois pathétiquement, la totalité de ce qui se passait à vingt kilomètres en brousse. Les « bandits armés » n'avaient selon eux aucune base sociale, n'exprimaient que les intérêts régionaux de l'apartheid, leurs soldats étaient seulement des enfants raptés. Bien sûr le régime avait fait des « erreurs » – dont il dressait d'ailleurs lui-même la liste en recevant les donateurs de la communauté internationale – mais, seul, il représentait la légitimité. Des enquêtes opportunes renforcèrent cette impression, comme ce fameux *Rapport Gersony* commandité par le département d'État américain, dans lequel les paysans avaient toujours vu les tueurs de la RENAMO mais jamais les avions zimbabwéens bombardant les villages au napalm, ou ces études « universitaires » d'enquêteurs n'interrogeant que des repentis de la RENAMO ou d'autres visitant le pays dans des voitures du gouvernement.

Sauf qu'à partir d'un certain moment, tout chercheur mû par le seul désir de comprendre ne comprenait plus rien. Comment un groupe de mercenaires, ayant pour seule activité de tuer femmes et enfants, de dynamiter ponts et écoles, de piller les rares ressources, pouvait-il se développer au point d'être actif, autour de 1986, dans 80 % du territoire du pays ? Comment comprendre l'incapacité complète de l'armée à réagir ? Pourquoi la paysannerie ne développait-elle pas elle-même des mouvements de contre-guérilla populaire ?

Et surtout, surtout – mais on ne le vit qu'en 1994 – comment comprendre que près de 40 % des Mozambicains aient finalement

voté pour les « bandits massacreurs » au cours d'élections libres étroitement organisées par l'ONU, y compris dans des zones toujours restées sous contrôle gouvernemental ? Il fallait revoir la copie, dans des conditions éthiques d'autant plus difficiles qu'effectivement il était hors de question de faire le jeu de l'apartheid.

... à la guerre civile

La première étape fut de comprendre qu'il s'agissait bien d'une guerre civile, c'est-à-dire de comprendre les ressorts qui avaient poussé certains segments de la société à l'accueil (parfois avec joie) d'une structure de guérilla venue de l'extérieur. En réalité, c'est tout le rapport à l'État moderne qu'il fallait comprendre : comment certains corps sociaux, marginalisés depuis l'époque coloniale, l'étaient devenus encore plus sous le nouveau régime et à l'inverse comment les segments déjà les plus liés à l'appareil d'État colonial, bien rapidement, avaient monopolisé les rapports avec l'État indépendant. Comprendre comment la nouvelle administration, mue par un paradigme de modernisation autoritaire, parlant un langage incompréhensible (« A bas le féodalisme ! A bas le tribalisme ! »), réprimant les religions et rites animistes, obligeant les paysans à se regrouper en villages communaux pour créer l'homme nouveau, pratiquant une politique des prix favorable aux villes, interdisant toute expression des ethnicités locales, humiliant les chefferies traditionnelles, fut rapidement ressentie comme d'essence étrangère, et d'autant plus agressive dans ses « diktats modernes » que n'apportant en échange aucun progrès social. Le tout, dans un contexte de parti unique où aucune structure n'existait pour corriger vraiment les erreurs ou se plaindre du comportement de satrape de tel ou tel administrateur local vous ayant volé votre femme ou vos biens, où des gens partaient parfois pour cela même en camp de rééducation, ou parfois sans motif connu et en tout cas sans procès.

Aujourd'hui, certains anciens sympathisants analysent tout cela comme des « erreurs gauchistes », sans voir qu'il s'agissait d'une politique d'hostilité envers la population, sa culture, ses relations sociales organisées, une population supposée ressembler très vite à cette petite élite créole européanisée qui, depuis les « quartiers de ciment » de la capitale, là-bas, dans la « nation », dirigeait le pays.

Quand le libéralisme économique s'implanta, vers 1985, les différenciations sociales s'accélérèrent et les « communistes » directeurs d'usine en devinrent bien souvent les patrons privés : le même groupe social de pouvoir restait en place, solidifiant ainsi la rébellion « anticommuniste ». L'aide humanitaire des ONG, devant au minimum transiter par les zones gouvernementales quand elles ne leur étaient pas explicitement favorables, profitait avant tout à celles-ci et aggravaient ainsi les contrastes entre la sphère de l'État moderne et le reste. L'Afrique du Sud raciste ? Mais c'était le paradis, où chacun essayait d'émigrer clandestinement, et c'était loin.

Les exactions de l'armée – souvent appelée « RENAMO n° 2 » par la population – et les bombardements zimbabwéens étaient proches. En effet, dans une situation où, depuis des années, tout se réglait par la violence, où l'interdit

social de tuer était depuis longtemps oublié, de plus en plus de gens constataient que l'on vivait mieux avec un kalachnikov que sans. Combien de villages en bordure de casernes, attaqués seulement la nuit par des « guérilleros » jamais poursuivis à la pointe de l'aube et auteurs d'exactions d'autant plus sordides qu'ils se savaient franchir tous les interdits ?

Il n'y eut cependant pas, ou très peu, de phénomènes de type « seigneurs de guerre », ou « grandes compagnies » pillant à compte propre. Le régime tenta de le faire croire, présentant la RENAMO comme une constellation de groupes locaux peu contrôlés par le commandement central. On sait aujourd'hui que c'était totalement faux, la rébellion étant extrêmement centralisée, y compris pour les moindres décisions d'attaque de localité. L'espace pour l'existence de « seigneurs de guerre » était fortement limité par l'affrontement même entre les deux blocs, prompts à liquider ce qui les gênait vraiment, dans une société paysanne déjà épuisée, sans ressources céréalières disponibles, et à l'inverse de l'Angola (ou de l'Algérie) sans richesses minérales (pétrole, diamants) qui auraient pu permettre aux deux camps de vivre sans aucun soutien populaire.

Un corps social guerrier

La deuxième étape fut de comprendre la nature de la RENAMO. Son « origine indigne » ne souffrait guère de contestation, mais l'important était de comprendre comment elle fonctionnait, s'étendait, se renforçait. On comprit qu'il s'agissait d'un authentique corps social guerrier qui, bien que créé par la Rhodésie, avait réussi à s'immiscer dans la profonde crise sociale mozambicaine provoquée par la politique de modernisation agressive des élites européanisées au pouvoir, et donc, d'une certaine manière, avait réussi à exprimer cette crise : en redonnant le pouvoir aux chefs traditionnels considérés comme légitimes par la population, en brûlant les villages communaux et en en tuant les présidents (et leurs familles), en permettant à la population de rejoindre les terres d'habitat dispersé liées aux structures claniques et religieuses, en organisant des milices locales veillant à dénoncer toute incursion de l'État. Certains segments de la population crurent ainsi qu'ils pourraient utiliser la structure de guérilla pour se protéger de l'État, organiser l'autarcie et – désir réactionnaire au sens littéral – revenir à la « situation d'avant », c'est-à-dire non seulement d'avant le FRELIMO mais d'avant les Portugais, d'avant l'État moderne, ces temps que les Anciens avaient vécus et contaient encore. La RENAMO n'était ni un groupe mercenaire ni un parti politique, c'était un corps social guerrier désormais autoreproduit par la guerre en cours.

Troisième étape de la compréhension, on vit qu'il n'y avait pas contradiction entre affirmer qu'il s'agissait d'une guerre civile et que le conflit était, militairement parlant, souvent ressenti comme une guerre privée entre FRELIMO et RENAMO. Car il ne s'agissait effectivement pas d'une rébellion paysanne spontanée, mais d'un accueil, dans un contexte particulier, d'une guérilla extérieure par certaines populations souhaitant se soustraire de la sphère de l'État moderne. De ce fait, la guerre prit non point un caractère ethnique, mais un aspect communautaire atroce : elle devint une guerre pour

le contrôle des « deux populations » (celle de l'État, celle de l'autarcie).

Lutter contre l'État était synonyme de lutter contre ceux qui continuaient à vivre dans sa sphère : cette femme et ces enfants massacrés ne roulaient-ils pas, en voiture, sur la route nationale n° 1 ? Ces familles paysannes qui n'avaient pas quitté le village communal n'étaient-elles pas des « éléments de l'ennemi » ? Et ces soldats du FRELIMO, prenant d'assaut une base de la RENAMO (en général déjà évacuée par ses guérilleros) et y rencontrant des civils de sexe masculin, n'étaient-ils pas fondés à les tuer tous ? Non, les violences horribles que l'on décrit en Algérie ne sont en rien historiquement exceptionnelles : le Mozambique a connu les mêmes, et, plus généralement, elles se produisent quand se déchaînent des guerres contemporaines, faites, suivant E. Bloch, par des « forces non contemporaines ».

L'implosion postcoloniale

Enfin, dernière étape, comprendre que cette guerre de guérilla ne produisait pas de vastes « zones libérées », comme l'avait fait celle du FRELIMO en 1964-1974, mais une guerre en « peau de léopard », avec des poches favorables à la guérilla éparpillées sur le territoire, pour des raisons tenant largement à l'histoire très locale des lignages, des élites de l'endroit, des trajectoires sub-ethniques. En effet, il ne s'agissait plus d'une guerre d'explosion anticoloniale, mais d'implosion et pulvérisation postcoloniale.

Au départ, il y avait sans doute les manipulations des experts des services rhodésiens, mais leur travail avait produit un « monstre » choisissant, au grand étonnement du chef desdits services proposant en 1979 de les mettre au vert à l'approche de l'indépendance du Zimbabwe, de continuer la « lutte ». La « nouvelle RENAMO » était bel et bien un produit du parti unique, de cet État agressivement modernisateur sans contrepartie de progrès social. Arrivé à ce stade de la réflexion, on comprenait alors que le combat n'était pas entre la civilisation et la sauvagerie, que l'issue ne pouvait être que politique, qu'il fallait rouvrir, et peu à peu rebâtir, le champ du politique : élections libres pour tous les partis, pluralismes, liberté associative et de la presse. Un abîme de haine et de méfiance séparait les deux camps. Le camp gouvernemental découvrit cependant à Rome que les envoyés de la RENAMO n'étaient pas des hordes sauvages. La rébellion comprit que sa survie ne pouvait être que politique.

Un État de modernité sans progrès social ?

Nombre de sociétés du tiers-monde font face au problème d'États agressivement modernisateurs mais socialement non promouvants. Quand Ataturk interdit le port du voile, qu'il ait eu raison ou tort, cela fut possible parce qu'en même temps, il amenait les progrès sociaux de sa révolution nationale. Quand le shah d'Iran fit de même, ce fut l'échec, et nombre de femmes, par féminisme, se saisirent du tchador qui leur permit à nouveau de sortir de chez elles et de paraître dans la rue pour manifester contre lui. Qu'on le veuille ou non, la culture prégnante en Algérie est celle de l'islam tout comme la nôtre relève de la tradition judéo-chrétienne. Or le néocolonialisme ne réside pas seulement en ce que

les économies du tiers-monde sont dominées par les centres capitalistes, mais dans le fait que leurs États sont semi-coloniaux au sens de « semi-français », « semi-anglais » ou « semi-portugais » dans toutes leurs formes d'expression. Il faut savoir terminer une phase postcoloniale.

Quand on a dit cela, on n'a pas dit grand-chose, car l'islam, comme toute grande religion, est extrêmement protéiforme dans ses manifestations historiques, sociales et culturelles. Mais on aura dit au moins deux choses : d'une part, l'islam politique (expression qui me semble bien meilleure que celle d'« islamisme », pour ne point parler d'« intégrisme ») a produit dans l'ensemble du monde arabo-musulman un vaste éventail d'expressions organisées qui vont des tueurs fous à la gauche démocratique, en passant par les conservateurs de tous poils ; d'autre part, ceux pour qui le problème n'est pas tant l'existence des massacres mais l'existence même des courants de l'islam politique et qui, à l'aune du principe « démocratique » de la séparation de la religion et de l'État, en veulent l'interdiction pure et simple quelle qu'en soit l'activité, ne veulent pas autre chose que ceux qui, chez nous, proposeraient l'interdiction de la famille de courants que constitue la démocratie chrétienne.

Il ne s'agit nullement de tomber dans un bioculturalisme, « atavismes » islamiques là-bas, chrétiens ici : le problème est d'abord social, à savoir l'existence de l'État de modernisation autoritaire socialement non promouvant. D'abord, mais pas uniquement social, car en l'absence d'alternative politique et programmatique crédible en ce monde capitaliste triomphant, il s'exprime ensuite selon des formes disponibles et connues de tous, selon des lignes identitaires, ici ethniques, là islamiques.

Un nationalisme qui se cherche

Confondre l'islam politique, même dans ses courants extrémistes, et le fascisme est une grave erreur au-delà de certaines ressemblances superficielles. Le fascisme est un phénomène d'implosion des sociétés du centre du monde, du cœur de l'impérialisme. L'islam politique, après la décolonisation, après l'échec des partis uniques laïques dits progressistes est l'une des formes des nationalismes du tiers-monde. On peut vouloir le combattre, mais il faut le traiter comme tel si l'on est mû par le désir de comprendre. Que cela plaise ou non, on a pu voter FIS en 1991 avec le sentiment de voter pour un parti révolutionnaire.

Mais, dira-t-on, si les massacres ne sont pas toujours le fait des islamistes, pourquoi ne les démentent-ils pas ou, inversement, ne revendiquent-ils pas clairement ceux qui relèvent précisément d'eux ? D'abord ils les démentent souvent : le FIS le fait presque systématiquement, mais qui l'écoute ? – et l'amalgame continue presque systématiquement avec les GIA. Quant aux extrémistes – à supposer qu'une partie d'entre eux au moins ne soit pas manipulé par les services secrets de la dictature militaire ou des clans maffieux –, on peut émettre l'hypothèse suivante afin de comprendre leur disposition quand ils ne sont pas les coupables : premièrement, pourquoi démentiraient-ils, puisqu'il s'agirait de démentir aux yeux de ceux qui vivent dans la sphère de l'État moderne, de ce monde dont justement ils n'ont que faire ?

Deuxièmement, quand ils démentent – car même les GIA démentent parfois – ils le font sous la forme d'infimes communiqués toujours en arabe et en langue de bois coranique car, selon eux, c'est à nous d'aller à leur monde et pas à eux de venir au nôtre. Ils ne tiennent nullement à faire partie du monde de notre écrit. Résultat, ce que l'on pourrait appeler leur « infime expression politique classique » passe pratiquement inaperçue des non-spécialistes.

Le philosophe et les tontons macoutes

Européens, nous sommes tentés de nourrir de la sympathie pour ceux qui nous ressemblent, ces « républicains laïcs » du tiers-monde. Prenons garde qu'il ne s'agisse pas en fait d'élites privilégiées et créoles de type quasiment duvaliériste, nourrissant un profond mépris pour leur peuple et voulant le « moderniser », de force et sans avantages sociaux.

Ce Bernard-Henri Lévy qui « enquête », parcourant en quelques jours, voiture de la gendarmerie devant, voiture de la gendarmerie derrière, les zones permises par le pouvoir ; qui, à Alger ne cherche même pas à contacter les dirigeants semi-clandestins de l'opposition, les animateurs indépendants des droits de l'homme, ne s'inquiète nullement des disparus ; qui répète sans preuve les rumeurs les plus vieillies, telle l'existence de ce groupe d'hommes au doigt coupé ne pouvant donc plus se signer – mais alors, ce ne sont pas des islamistes ! – et laisse croire qu'un groupe de « 400 guérilleros » – nombre incroyable en guerre de guérilla ! – pourrait vivre sans soutien populaire ; qui répète mot pour mot LA phrase de la propagande du régime : « Nous, on sait qui nous tue », en ayant peut-être cru qu'il s'agissait d'un témoignage ; qui ne se pose nulle question sur la manière dont se déroulent les opérations militaires du gouvernement en zone islamiste ; qui qualifie de « démocrates » ou « héroïnes de la cause des femmes » des politicien(ne)s éradicateur(trice)s qui ont approuvé le coup d'État de 1991, veulent l'interdiction pure et simple de tout islam politique et dont le seul reproche au pouvoir est qu'il ne tue pas assez d'islamistes et que son armée est incapable de gagner la guerre ; qui, enfin, en quatre grandes pages de journal ne mentionne pas une seule fois que les violences à cette échelle de guerre civile ont commencé d'abord et avant tout par un coup d'État militaire cassant des élections libres remportées par un parti politique légal ; celui-là, dans son enquête, ne commet pas seulement des erreurs qu'un étudiant en anthropologie de première année n'aurait pas faites : il s'identifie à l'effort de propagande externe d'une dictature militaire et n'aide en rien à la résolution du drame.

Une seule solution, la démocratisation

Il faut rouvrir le champ du politique. « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté ? » Mais qui décide de l'identité des « ennemis » ? En fonction de quels critères : ceux qui suppriment les élections, par exemple ? « Faire voter des tueurs ? » Mais qui sont-ils et comment faire pour modifier le contexte d'une manière telle qu'on ne pourra plus

utiliser la tuerie pour résoudre un problème local ou s'accaparer des terres ? Il faut rouvrir le champ du politique, rendre à la société civile son possible dynamisme. Si les GIA existent de façon vraiment autonome, la nouvelle situation leur imposera un nouveau comportement ou alors, la population leur fera vraiment la chasse – ce qu'elle ne fait actuellement pas, devrait-on quand même remarquer. Quant au FIS, il est demandeur. N'oublions pas que les « accords de Rome » (comme au Mozambique, sous l'égide de Santo Egidio), entre le FIS, le FFS et le PT qui demandaient l'arrêt des violences et la démocratie et qui auraient permis l'expression politique normale des courants islamiques, ont, justement pour cela, été dénoncés par nos « démocrates laïcs » qui auparavant avaient approuvé le coup d'État militaire... Il faut négocier avec tout le monde. Et quand bien même accepterait-on la thèse selon laquelle les « islamistes » et, je cite BHL, les « barbares définitifs » extrémistes, sont des psychopathes, encore faudrait-il comprendre la situation qui a permis qu'une fraction significative de la population devienne psychopathe. La libération des prisonniers politiques, la fermeture des camps de détention du Sahara, la lumière sur les centaines de « disparus », la liberté pour tous les partis politiques quels qu'ils soient, des élections sous contrôle effectif de l'ONU – qui les craint ? –, le respect de leur résultat, c'est le b.a.ba pour changer la situation et isoler les vrais psychopathes. C'est ce qu'en France, nous devons exiger. Mais balayons devant notre porte : ouvrons largement le droit d'asile pour les laïcs comme pour les islamistes, car justement les droits de l'homme « islamiste » ne sauraient être différents de ceux de l'homme laïc ; refusons une intervention directe de la France car l'ancienne puissance coloniale est, de tous les pays, le plus mal placé, mais demandons que notre pays agisse à l'ONU.

Ensuite ? Ensuite il restera tout à faire, en particulier à reconstruire un État socialement promouvant. Les Mozambicains n'y sont pas encore parvenus. Mais depuis le 4 octobre 1992, ils vivent en paix. Les enfants-soldats victimes de troubles du sommeil à cause des crimes qu'ils ont subis ou commis ont été envoyés chez le guérisseur qui les a soignés. Les communautés villageoises ont fait les cérémonies religieuses qu'il fallait pour que les deux bords, parfois dans chaque famille, puissent revivre en paix et que les esprits vengeurs des morts sans sépulture ne viennent importuner les vivants. Le gouvernement fait maintenant très attention avec les autorités traditionnelles. Des sociétés aussi gravement atteintes ont parfois, d'abord, besoin d'amnésie : ensuite seulement viendra le temps de l'amnistie, ou, mais seule la démocratie le permettra, le temps des procès.

Les 12 et 26 janvier 1998,

Michel Cahen
Centre d'étude d'Afrique noire, Bordeaux

PS : Ce texte a été soumis au débat de l'association « Espaces Marx/ Aquitaine-Bordeaux-Gironde ».